

Les réformes annoncées favoriseront plus équitablement les différentes classes industrielles de façon à relever partout le niveau de l'existence, ce qui entraînera automatiquement l'amélioration des conditions dans toutes les sphères d'activité du Canada.

Je suis heureux de constater que dans ces projets nous avons une preuve de la sincérité du Gouvernement. Quelques-unes de ces mesures sont maintenant inscrites au Feuilleton; plusieurs se trouvent déjà dans nos Statuts. Bien que d'aucuns puissent nier au gouvernement actuel le droit de présenter ces projets de réforme, si nous songeons qu'il a adopté l'an dernier un plus grand nombre de mesures nouvelles, de mesures législatives avancées, que ne l'a fait aucun gouvernement canadien en cinq ans, il faut admettre que c'est là une bonne raison pour que le gouvernement actuel ait le droit de poursuivre son programme.

Un bon vieux proverbe dit que "c'est dans le malheur que l'on prouve sa probité." Le Canada a été sévèrement éprouvé durant les quatre ou cinq dernières années. Pour juger des progrès réalisés nous devrions passer en revue la période qui a immédiatement précédé l'établissement du régime actuel. Nous nous rappelons la période de 1929, alors que tous les entrepôts de chacun des pays importants de l'univers regorgeaient de denrées invendues. Nous songeons encore au tragique effondrement de la bourse avant 1930 alors qu'environ quatre billions de dollars de valeurs canadiennes disparurent et que des milliers de fortunes furent complètement perdues. Nous comprenons, dans cette période de dépression économique mondiale comment en 1932 le commerce de l'univers était réduit au tiers de ce qu'il était et comment trente millions d'hommes se trouvaient sans emploi. Le Canada, il est vrai, a subi sa part de cette dépression, et tandis que le gouvernement au pouvoir s'efforçait de résoudre les énormes problèmes qui se présentaient du soir au lendemain en adoptant de nouvelles mesures ou des lois plus avancées, plusieurs de nos concitoyens préféraient blâmer le premier ministre ou le gouvernement actuel qu'ils tenaient responsables de cette situation. Puis-je me joindre à eux quand depuis 1932 et 1933 nous constatons une amélioration générale, quand nous savons que le marché est à la hausse; quand nous avons vu une balance défavorable du commerce de 65 millions en 1929, et de 159 millions en 1930, alors que le régime actuel prit le pouvoir, diminuer graduellement pour se changer aujourd'hui en une balance favorable de 140 millions en commerce visible et de 240 millions en commerce visible et invisible? S'il se trouve encore au Ca-

nada des gens qui refusent absolument de voir la lumière, qu'ils lisent attentivement le rapport de la Société des Nations déclarant que le Canada et le Royaume-Uni indiquent la voie du retour à la prospérité aux autres nations. En conséquence, ceux qui ont blâmé le régime actuel au sujet des conditions qui existaient avant 1932 devraient, en toute justice, louer le premier ministre et son gouvernement quand ils indiquent au reste de l'univers la voie de la prospérité.

Je sais qu'on ne l'a pas accompli facilement; je sais qu'on ne doit pas attribuer tout le crédit au ministère actuel; car, ayant été en contact intime avec l'agriculture et profondément intéressé aux conditions de travail du pays, et bien que les partisans du Gouvernement peuvent lui donner crédit de la situation existante, je constate que c'est aussi un brillant tribut au caractère intrépide de la nation. Nous croyons qu'avec son endurance, elle a essuyé des privations d'une manière qui n'a pas d'exemple chez les autres peuples. D'autre part, nous avons conscience que, lorsqu'il s'est agi d'apporter de nouvelles mesures de réforme, le Gouvernement n'est pas resté oisif, il n'a pas adopté la politique du laissez-faire, ou laissé la loi de l'offre et de la demande régner en maître; il n'a pas laissé les choses suivre leur cours, mais, fermement et graduellement il a introduit de nouvelles mesures. En 1930, le Gouvernement a fait voter des réformes tarifaires et des mesures de secours. Elles furent suivies aussitôt par une loi d'urgence concernant la paix, l'ordre et le bon gouvernement, par la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, la loi de l'organisation du marché des produits naturels, les accords commerciaux au sein de l'Empire, les modifications à la loi du prêt agricole, l'enquête sur les Ecarts de prix et l'achat en masse, et toutes les autres mesures de moindre intérêt mais de grande importance quand même.

Y a-t-il à s'étonner que l'homme qui est à la direction des affaires depuis quatre ou cinq ans et qui fut accepté, au Canada, en 1930, comme l'homme de l'heure, ait été depuis admiré comme un homme d'action?

En cette année 1935, non seulement je crois que le discours du trône est plus important que tout autre que j'aie entendu par le rapport des plus favorables et les nouvelles mesures progressives que l'on projette, mais il est encore plus important parce qu'il vient à son heure... (*Exclamations*) et qu'il a l'appui du peuple qui lui en confère l'autorité. Je suis heureux de voir que mes honorables amis ont encore le sourire aux lèvres malgré leur mine désespérée.